

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 22/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EIFFAGE TP ILE FRANCE CTRE

2 RUE HELENE BOUCHER
BP 60081
93330 Neuilly-Sur-Marne

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/AE/2026/n°021
Code AIOT : 0007408913

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2025 dans l'établissement EIFFAGE TP ILE FRANCE CTRE implanté ZONE INDUSTRIELLE PORTUAIRE RUE DU MOULIN BATEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 05/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 19 décembre a été effectuée dans le but de traiter les points de contrôle relatifs à l'inspection PPC de 2022 du 30 mars 2022 concernant :

- la surveillance de la concentration des COV dans l'air ambiant (point de contrôle n°6) ;
- la surveillance de la concentration en poussières dans l'air ambiant (point de contrôle n°8) ;
- la conformité du stockage des matériaux et des fillers (point de contrôle n°9) ;
- les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques canalisés (point de contrôle n°11) ;

- Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance (point de contrôle n°12).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EIFFAGE TP ILE FRANCE CTRE
- ZONE INDUSTRIELLE PORTUAIRE RUE DU MOULIN BATEAU 94380 Bonneuil-sur-Marne
- Code AIOT : 0007408913
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une station d'enrobage au bitume de matériaux routiers. Les horaires de production sont entre 06h et 16h. Suivant les besoins et les conditions météorologiques, l'exploitant peut procéder à un allongement de la durée journalière de production entre 17h et 01h du lundi au vendredi dans la limite de 120 plages horaires par an conformément à son arrêté préfectoral n°2018/2124 du 20 juin 2018 portant réglementation complémentaire d'exploitation.

L'installation est classée sous les rubriques suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	N a t u r e d e l'installation/Volume	Régime ¹
4801-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	Dépôt de bitume : 6 cuves de 550 t 45 t d'émulsion de bitume soit 595 t	A
2521-1	Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers : 1. A chaud	/	E
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage,	A c t i v i t é d e concassage et de criblage de matériaux	E

	<p>criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a. Supérieure à 200 kW</p>	<p>criblage de matériaux de destruction de chaussée (30 000 t/an)</p> <p>Concasseur 350 kW + deux cribleurs 44 kW et 2 kW</p> <p>soit 396 kW</p>	
2517-2	<p>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant :</p> <p>2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²</p>	<p>Stockage de granulats et de matériaux de démolition</p> <p>8 126 m² soit 30 000 m³</p> <p>(25 000 m³ de granulats + 5 000 m³ de matériaux de démolition).</p>	D

A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration)

La réglementation applicable à l'installation est :

- arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2015/502 du 27 février 2015 délivré à EIFFAGE Travaux Publics - Île de France ;

- arrêté préfectoral complémentaire n°2018/2124 du 20 juin 2018 relatif à l'extension des horaires de production de la centrale BONNEUIL ENROBÉS.

- arrêté ministériel du 09/04/19 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point de contrôle n°6	Arrêté Préfectoral du 27/02/2015, article 10.2.1.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Point de contrôle n°8	Arrêté Préfectoral du 27/02/2015, article 10.2.1.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Point de contrôle n°11	Arrêté Préfectoral du 27/02/2015, article 3.2.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Point de contrôle n°12	Arrêté Préfectoral du 27/02/2015, article 10.3.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Point de contrôle n°9	Arrêté Préfectoral du 27/02/2015, article 3.1.7	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre des justificatifs afin d'évaluer sa conformité sur les rejets atmosphériques. Il doit également porter à connaissance auprès de la préfecture les modifications devant être apportées sur son arrêté préfectoral.

Il est également demandé à l'exploitant de communiquer les rapports des autosurveillances par voie dématérialisée sur GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de contrôle n°6

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2015, article 10.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la concentration des COV dans l'air ambiant
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/03/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant procède à un contrôle de la concentration en COV annuellement, en chaque zone de son site où ce contrôle est pertinent au vu des activités exercées ainsi qu'en limites de propriété les plus proches de la centrale d'enrobage et du parc de stockage de produits bitumineux.</p> <p>Les mesures de la concentration en COV dans l'air ambiant sont réalisées selon les normes en vigueur par un organisme ou une personne qualifié(e) indépendante(e).</p>
Constats : <p>Il avait été demandé lors de la précédente inspection, que l'exploitant communique son rapport des rejets diffus initialement programmé le 17 décembre 2021 qui a été reprogrammé au 24 mars 2022.</p> <p>L'exploitant a transmis au cours de l'inspection du 19 décembre 2025, les rapports d'autosurveillance des rejets diffus des années 2022 à 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none">- Rapport de contrôle des rejets diffus du 24 mars 2022, référence 7199-006-001, révision B, réalisé par la société ENTIME ;- Rapport de contrôle des rejets diffus du 20 décembre 2023, référence 7882-006-001, révision B, réalisé par la société ENTIME ;- Rapport de contrôle des rejets diffus du 03 décembre 2024, référence 9001-006-001, révision A, réalisé par la société ENTIME ;- Rapport de contrôle des rejets diffus du 27 août 2025, référence 9091-006-001, révision A, réalisé par la société ENTIME. <p>Les mesures dans l'air ambiant sont bien réalisées par un préleveur et un laboratoire accrédités selon la norme NF EN ISO/ IEC 17025.</p>

De plus, l'exploitant a bien procédé à un contrôle de la concentration en COV annuellement. Toutefois, même si les rapports ci-dessus indiquent où sont effectués les contrôles, l'exploitant ne justifie pas en quoi ces contrôles sont faits en chaque zone pertinente au vu des activités. Ainsi, il n'est pas possible de conclure sur le respect complet de la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin de vérifier la conformité de l'installation à l'article 10.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 27/02/2015, l'exploitant doit communiquer auprès de l'inspection, son protocole de caractérisation des rejets diffus et justifier que les mesures sont faites <i>"en chaque zone de son site où ce contrôle est pertinent au vu des activités exercées ainsi qu'en limites de propriété les plus proches de la centrale d'enrobage et du parc de stockage de produits bitumineux."</i>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Point de contrôle n°8

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2015, article 10.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des concentrations en poussières (PM10) dans l'air ambiant
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <u>Article 10.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 27/02/2015 :</u> L'exploitant procède à un contrôle de la concentration en poussières définie à l'article 3.1.6 du présent arrêté, et le fait réaliser, par un organisme ou une personne qualifié(e) indépendant(e), au moins annuellement pendant une période de fonctionnement représentatif de l'installation, en chaque zone où ce contrôle est pertinent au vu des activités exercées sur son site. <u>Article 3.1.6. de l'arrêté préfectoral :</u> CONCENTRATION EN POUSSIÈRES (PM10) DE L'AIR AMBIANT La concentration en poussières de l'air ambiant à plus de 5 mètres des installations ne dépasse pas 50 mg/Nm ³ . Les mesures de la concentration en poussières de l'air ambiant sont réalisées selon la norme NFX 43-261 ou toute norme équivalente.
Constats : Le constat sur la réception des rapports et la justification des points de mesures est identique au point de contrôle n°1. Dans l'attente de justificatifs, il n'est pas possible de conclure sur le respect

complet de la prescription de l'art. 10.2.1.2 de l' arrêté préfectoral susvisé.

Ce point de contrôle appelle par ailleurs la remarque suivante:

- l'exploitant doit justifier de la pertinence d'effectuer l'analyse uniquement sur les poussières PM10 et non sur les poussières totales dans le cadre de la gestion et de la prévention des impacts environnementaux et sanitaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de vérifier la conformité de l'établissement à l'article 10.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 27/02/2015, l'exploitant doit communiquer auprès de l'inspection, son protocole de caractérisation des rejets diffus et justifier que les mesures sont faites *"en chaque zone où ce contrôle est pertinent au vu des activités exercées sur son site."*

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Point de contrôle n°9

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2015, article 3.1.7

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des matériaux et des fillers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité pour les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Afin de limiter l'envol de poussières par temps sec, une humidification des stockages de matériaux à l'air libre ou la pulvérisation d'additifs est prévue si nécessaire.

Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 micro-mètres) et les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.

Constats :

Au cours de la précédente inspection, il avait déjà été constaté que les fillers étaient stockés en silos et les sables stockés à l'air libre étaient humidifiés par temps sec. L'exploitant avait indiqué à l'inspection des installations classées que des nuisances liées aux poussières étaient malgré tout perçues et signalées par les entreprises à proximité du site, notamment Métal Couleur, Amazon et Sanofi.

Plusieurs solutions étaient envisagées afin de limiter l'envol des poussières (ex : brumisation sur sauterelle, projet de hangar semi-ouvert...).

L'exploitant a précisé à l'inspection que les poussières générées lors du déchargement des trains avaient entraîné des émissions de poussières sur le site de Métal Couleur. Depuis, l'exploitant ne réalise plus de déchargement des trains.

Dans le cas de la plainte venant d'Amazon et de Sanofi, un tas de sable provoquait aussi des émissions de poussières. Ce tas de sable a été éloigné de ces sites. L'inspection n'a pas connaissance de nouvelles plaintes relatives à l'émission de poussières depuis 2022.

La prescription contrôlée est donc conforme à ce jour.

Ce point de contrôle appelle par ailleurs les remarques suivantes :

- L'inspection rappelle que conformément à l'article 2.4 "Danger ou nuisance non prévenus" de son arrêté préfectoral n°2025/502 du 27 février 2015, l'exploitant doit porter à la connaissance du Préfet toute plainte reçue et lui transmettre les résultats de son enquête interne ;
- L'exploitant envisage des travaux consistant à rénover la surface bitumineuse ainsi que la création d'hangars pour protéger le sable et les agrégats d'enrobés. L'exploitant devra porter à connaissance de ces éléments auprès de la préfecture et devra également produire un dossier travaux conformément à l'article 4.11 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2521 [TREP1900331A].

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Point de contrôle n°11

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2015, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques canalisés

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/03/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27/02/2015 :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa).

Pour les installations de séchage, les mesures sont faites sur gaz humide.

Les rejets atmosphériques canalisés issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux à une concentration de référence en O₂ de 17 %.

Paramètres à contrôler (mg/Nm ³)	Valeurs limites en concentration (mg/Nm ³) sur gaz humide	Valeurs limites en flux (kg/h)
Poussières (PM10)	20	/
SO ₂	100	8
NO _x en équivalent NO ₂	200	15
COVNM (1)	55	/
COV Annexe III (2)	20	0,25
HAP	0,2	0,003

(1) Les rejets de COV mentionnés au c du 7° de l'article 27 de l'arrêté du 02/02/1998 susvisé sont interdits.

(2) Annexe III de l'arrêté du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

(Composés organiques visés au b du 7° de l'article 27, à l'article 52, au 7° de l'article 59 et à l'article 63).

Article 6.7 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2521 :

I. La vitesse d'éjection des effluents gazeux en marche continue est au moins égale à 8 m/s.

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de

applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

1) Poussières totales : 50 mg/m^3

2) Monoxyde de carbone (CO): 500 mg/m^3

3) Oxyde de soufre (SO₂) : 300 mg/m^3

4) Oxyde d'azote (NO_x) : 350 mg/m^3

5) Composés organiques volatils :

[...]

b) Composés organiques volatils spécifiques (1) :

Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg / Nm^3

6) Métaux et composés de métaux (gazeux et particuliers) :

a) Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés :

flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1 g/h :

$0,05 \text{ mg/m}^3$ par métal / $0,1 \text{ mg/m}^3$ pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl) ;

b) Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés :

flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h :

1 mg/m^3 (exprimée en As + Se + Te) ;

c) Rejets de plomb et de ses composés :

flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h :

1 mg/m^3 (exprimée en Pb) ;

d) Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés :

flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse (*), nickel, vanadium, zinc (*) et de leurs composés dépasse 25 g/h : 5 mg/m^3 (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).

7) Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (benzo (a) pyrène et naphthalène) :

$0,2 \text{ mg/Nm}^3$ (la valeur se rapporte à la somme massique des 2 substances)

(1) les prescriptions du c) n'affranchissent pas du respect du a) et du b)

II. Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.

Constats :

A titre d'information : L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27/02/2015 s'applique au rejet canalisé nommé conduit n°1 (cheminée du tambour sécheur). Cet article ne s'applique pas au conduit n°2 correspondant aux cuves de bitume, De même que l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 puisque la vitesse d'éjection des effluents est inférieure à 8 m/s. Par conséquent, l'inspection analyse les mesures réalisées uniquement au niveau de la cheminée du tambour sécheur.

Pour rappel, les VLEs les plus restrictives entre l'arrêté préfectoral du 27/02/2015 et l'arrêté ministériel du 09/04/2019 s'appliquent pour les analyses effectuées au niveau de l'évent du tambour sécheur.

Constat réalisé lors de la précédente inspection : Il avait été constaté un dépassement des valeurs limites pour les COVNM lors de la campagne de mesure du 09 décembre 2021 au niveau du tambour sécheur. L'inspection avait demandé à l'exploitant de fournir le plan d'actions correctives mis en œuvre pour prévenir d'un nouveau dépassement des VLEs des COVNM.

Au cours de l'inspection du 19/12/2025, l'exploitant a précisé ne pas avoir mis en place de plan d'action puisque ce fut un dépassement ponctuel et qu'à ce jour une vigilance est portée sur le taux d'humidité des matériaux qui doit être le plus bas possible pour prévenir les risques de dépassements.

Par analyse des rapports d'autosurveillance de décembre 2024 et des deux premiers de l'année 2025 suivants réalisés au niveau de l'évent du tambour sécheur :

- rapport de contrôle des rejets canalisés du 03 décembre 2024, référence 8106-006-004, révision A, réalisé par la société ENTIME.
- rapport de contrôle des rejets canalisés du 01 août 2025, référence 8106-006-005, révision A, réalisé par la société ENTIME ;
- rapport de contrôle des rejets canalisés du 04 et 05 août 2025, référence 8106-006-006, révision A, réalisé par la société ENTIME.

Il est constaté un dépassement à 288 g/h pour une valeur fixée du flux à 250 g/h de la somme des COV définis à l'annexe III du 02/02/1998 sur le rapport des rejets canalisés du 04 et 05 août 2025. L'exploitant mentionne dans son courriel du 15 janvier 2026 qu'il existe une erreur dans son arrêté préfectoral n°2015-502 du flux applicable concernant la somme des COV définis à l'annexe III du 02/02/1998 sans apporter de justifications à ce sujet. Dans l'attente de justificatif, l'exploitant est à ce jour non conforme à l'article 3.2.3 de son arrêté préfectoral. L'exploitant a également mentionné lors de l'inspection un probable dépassement de la concentration en COV au cours de la campagne d'analyse de décembre 2025 pour laquelle l'inspection est en attente du rapport. Si un dépassement est constaté, l'exploitant doit en préciser les raisons à l'inspection et évaluer la pertinence de mettre en place un plan d'actions.

Par ailleurs, il est constaté dans ces rapports d'analyses des rejets canalisés, l'absence du contrôle des métaux et des composés de métaux. Des VLEs s'appliquent si l'installation a des flux dépassant les valeurs de flux mentionnés à l'article 6.7 de l'arrêté du 09/04/2019. En ce sens, l'exploitant doit justifier auprès de l'inspection de l'applicabilité de ces VLEs.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin de vérifier la conformité de l'installation à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27/02/2015, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - porter à connaissance de la demande de modification de la valeur de flux mentionnée pour la somme des COV de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ; - communiquer le rapport des rejets canalisés du 15 décembre 2025 et en cas de dépassement, mettre en œuvre les actions correctives permettant de prévenir les risques de dépassement de la concentration en COV. <p>Afin de vérifier la conformité de l'installation à l'article 6.7 de l'arrêté du 09/04/2019 susvisé, l'exploitant doit justifier si les VLEs de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 concernant les métaux et composés de métaux s'appliquent au niveau de la cheminée du tambour sécheur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Point de contrôle n°12

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2015, article 10.3.2
Thème(s) : Autre, Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/03/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 10.2 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été fait état que les rapports des rejets canalisés et diffus n'étaient pas transmis dans le mois qui suit leur réception.</p> <p>En date du 15 janvier 2026, l'exploitant a transmis auprès de la préfecture les résultats et analyses de ses rejets atmosphériques canalisés et diffus de l'année 2025.</p> <p>L'inspection demande à ce que l'autosurveillance des rejets diffus et canalisés ne soient plus transmis par voie papier mais par voie dématérialisée par l'application GIDAF afin d'avoir un suivi en temps réel. L'inspection va procéder à la réalisation du cadre air afin que l'exploitant puisse déposer ses rapports de rejets atmosphériques.</p> <p>A noter qu'un cadre eau est déjà intégré dans GIDAF. Pour autant, les rapports ne sont pas</p>

déposés depuis 2024 et que les résultats d'analyses des rejets aqueux ne sont pas transmis auprès du préfet dans le mois qui suit leur réception.

L'exploitant est non conforme à la prescription de l'article 10.3.2 de l'AP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se mettre en conformité avec l'article 10.3.2. de l'AP et transmettre les résultats des analyses dans le mois qui suit leur réception.

Le mode de transmission demandé est via GIDAF.

De plus, il est demandé à l'exploitant de déposer sur GIDAF les rapports des rejets aqueux depuis 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois